

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 30/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE BRANDEFERT**

7 Rue des Métiers  
35730 Pleurtuit

Références : 2025.050 - Recommandé n° 1A 215 042 4054 9  
Code AIOT : 0005502336

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement CARRIERES DE BRANDEFERT implanté LE VAURIFFIER 22830 PLOUASNE. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a consisté en la vérification du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 février 2024 et de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE BRANDEFERT

- LE VAURIFFIER 22830 PLOUASNE
- Code AIOT : 0005502336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de roches massives autorisée par arrêté préfectoral en date du 13 mai 2015.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation de la carrière	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Amende	3 mois
2	Localisation des points de rejet	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Amende	3 mois
3	Auto surveillance des tirs de mines	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Amende	3 mois
4	Tonnage des déchets admis	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1	Amende	3 mois
7	Mesures de retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 4.3.10.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 6.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Accès et sortie de la carrière	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.1.4.	Sans objet
6	Plans et registres	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.6.2.	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.8.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 février 2024.

L'inspection met en évidence des non-conformités majeures concernant les valeurs limites d'émission des eaux rejetées et la situation acoustique de l'installation, et un point de vigilance concernant la gestion des poussières.

Une amende administrative et un arrêté de mise en demeure sont donc proposés au préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositions de l'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient les parcelles autorisées au périmètre de l'installation et la renonciation d'une surface de 36 056 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées D 1006 et D 106 ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que la parcelle D106 est en cours de remise en état, quelques déchets sont présents, la piste est maintenue en enrobé. La parcelle D1006 est exploitée, la piste menant à la plate-forme de déchargement des déchets inertes passe sur cette parcelle. L'exploitant précise qu'il va finaliser la remise en état de la parcelle D106. Pour la parcelle D1006, l'exploitant va solliciter une demande de modifications pour l'intégrer au périmètre de la carrière, un dossier est en cours de rédaction. Il est rappelé que cela ne pourra se faire qu'une fois la confirmation au document d'urbanisme obtenu.  Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 février 2024 ne sont pas respectées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015, à savoir la renonciation des parcelles D106 et D1006. L'arrêté de mise en demeure n'étant pas respecté sur ce point, il est proposé une amende administrative.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les dispositions de l'article 4.3.5. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient un seul point de rejet et différents bassins liés à la gestion des eaux issues de l'installation, en cessant tout rejet direct vers le milieu et revoyant la gestion des eaux au niveau de la zone de lavage des matériaux par la canalisation de ces eaux dans le réseau de collecte prévu, en mettant en place un merlon périphérique le long du cours d'eau et en retirant toutes les anciennes canalisations ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant a créé un merlon périphérique le long du ruisseau, cependant le merlon n'a pas été prolongé jusqu'au système de traitement des eaux et des bassins de décantation avant rejet.</p> <p>De plus, il est constaté un bassin de collecte des eaux au niveau de l'atelier dont la gestion des eaux n'a pas été décrite par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 février 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 4.3.5. de l'arrêté d'autorisation du 13 mai 2015:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>en créant un merlon périphérique au niveau du système de traitement des eaux et des bassins de décantation,</li> <li>en revoyant la gestion des eaux au niveau de l'atelier.</li> </ul> <p>L'arrêté de mise en demeure n'étant pas respecté sur ce point, il est proposé une amende administrative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Auto surveillance des tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les dispositions de l'article 11.2.7. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique systématiquement à chaque tir de mines au niveau des lieux-dits prévus ou transmettre une demande de modification des conditions d'exploiter auprès du Préfet.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de l'inspection, l'exploitant précise qu'il ne réalise pas de mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique systématiquement à chaque tir de mines sur les points prévus. Il indique qu'un dossier de demande de modification des points de mesures est en cours de rédaction. Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 février 2024 ne sont pas respectées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 11.2.7. de l'arrêté d'autorisation du 13 mai 2015 ou transmettre une demande de modification des conditions d'exploiter auprès du Préfet. L'arrêté de mise en demeure n'étant pas respecté sur ce point, il est proposé une amende administrative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Tonnage des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tonnage des déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La S.A.S. Carrières de Brandefert dont le siège social est situé 7, rue des Métiers à PLEURTUIT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de type cornéennes et schistes tachetés sur la commune de PLOUASNE, au lieu-dit « Le Vauriffier », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les dispositions de l'article 5.1.10.2. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015 qui prévoient que la quantité maximale de déchets inertes pouvant être admise annuellement sur le site soit limitée à 20 000 tonnes ou transmettre une demande de modification des conditions d'exploiter auprès du Préfet.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les quantités de déchets inertes admises, pour l'année 2023, sont de 83 000 tonnes pour 20 000 tonnes prévues.</p> <p>L'exploitant précise qu'un dossier de demande de modification des tonnages admis est en cours de rédaction.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 février 2024 ne sont pas respectées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 5.1.10.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 2015 ou transmettre une demande de modification des conditions d'exploiter auprès du Préfet.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure n'étant pas respecté sur ce point, il est proposé une amende administrative.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Accès et sortie de la carrière

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.1.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès et sortie de la carrière</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. A ce titre, l'entrée doit disposer d'un accès type « tourne à gauche » au niveau de l'entrée de la carrière. Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie communale n°22 - VC22 est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux de dangers réglementaires signalant la présence de la carrière. Le régime de priorité doit être signalé par un panneau de stop positionné sur la sortie du site.</p> <p>L'écoulement des eaux pluviales devra également faire l'objet d'aménagements afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont aménagées et maintenues en constant état de propreté. Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les roues de tous les véhicules sortant de la carrière doivent être propres. A cet effet, une installation doit permettre avant la sortie de la carrière le lavage et le débouage des roues des véhicules et du châssis des véhicules. Cette installation doit être équipée d'un portique permettant, si nécessaire, l'humidification des chargements susceptibles d'émettre des poussières. La voie d'accès entre le débouché de la carrière et l'installation de nettoyage et d'humidification doit être revêtue d'enrobé sur toute sa longueur et doit faire l'objet d'un nettoyage hebdomadaire. La fréquence pourra être supérieure lorsque que les circonstances atmosphériques et le rythme de circulation des véhicules l'imposent.</p> <p>L'exploitant contribue à l'entretien de la voirie publique selon les dispositions en vigueur, notamment celles prévues par le Code rural et les articles L.131-8 et L.141-9 du code de la voirie</p>

routière. L'utilisation des voies doit se faire en accord avec leur gestionnaire.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que la canalisation au niveau du bassin tampon du circuit des eaux du rotolue est bien condamnée. De plus, les merlons sont présents au niveau des pistes de l'installation. L'accès au site et les voies de circulation sont entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plans et registres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 2.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans et registres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur un fond cadastral. Sur ce plan réalisé par un géomètre sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> <li>• les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond de fouille, ....),</li> <li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>• l'emprise des infrastructures (zone des installations de traitement des matériaux et des déchets non dangereux et inertes, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,</li> <li>• les zones de stockage de déchets non dangereux et inertes,</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,</li> <li>• le réseau de circulation des effluents (eaux d'exhaure, eaux pluviales, .....).</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Territoriale des Cotes d'Armor. De plus, un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivant est joint. Un exemplaire de ces plans et annexes est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement - spécialité installations classées.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation de 2023 qui comporte l'ensemble des

données prévues, en particulier les cotes topographiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mesures de retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées de poussières du premier semestre 2024, qui conclut à un dépassement de valeur limite sur les points 6 et 7.</p> <p>Le rapport conclut <i>"La jauge témoin dépasse la valeur seuil de 350 mg/m<sup>2</sup>/jour. Nous pouvons considérer que les dépassements de la valeur seuil de 350 mg/m<sup>2</sup>/jour pour les points 6 et 7 ne sont pas totalement dus à l'activité de la carrière."</i></p> <p>L'exploitant indique que de nouvelles mesures sont prévues.</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que le bardage des installations est en mauvais état et que la chute des matériaux est émettrice de poussières sur plusieurs postes. L'exploitant précise que le système de brumisation est arrêté et qu'un devis est prévu pour la réparation du bardage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de mesures de retombées de poussières du second semestre 2024 à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant doit faire cesser toute émission et diffusion de poussières au niveau des installations de traitement des matériaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 4.3.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et collectées dans les installations (eaux d'extinction incendie, etc..) sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Le rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites
pH	6 à 8,5
T°	<21,5 °
Couleur	modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
Paramètres	Concentration maximale journalière (mg/l)
DCO(NFT 90-101)	<30
MES(NF EN 872)	<30
Hydrocarbures (NF EN ISO 9377-2)	<5
Fer	<1
Aluminium	<1,5
Manganèse	<1

Dans le cas de prélèvement instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

**Constats :**

L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées pour les mois de janvier à juillet 2024.

Il est constaté des dépassements de valeurs limites ponctuelles pour le paramètre MES.

Pour le paramètre Manganèse, il est constaté des dépassements continus sur l'ensemble de l'auto-surveillance inspectée.

L'exploitant précise que des mesures journalières sont réalisées pour le débit et le pH, ces

mesures seront transmises à l'Inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 4.3.10. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015, à savoir le respect des valeurs limites d'émission des eaux rejetées. Au vu des non conformités constatées et de l'absence de plan d'actions, il est proposé un arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Plan de gestion des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 5.1.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir avant le début d'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<b>Constats :</b>

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir le plan de gestion des déchets inertes.  
Post-inspection, l'exploitant a transmis le document mis à jour en 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/05/2015, article 6.2.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux acoustiques

**Prescription contrôlée :**

##### 6.2.1.1. Valeurs Limites d'émergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

##### 6.2.1.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de la carrière les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de la carrière y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de la carrière, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de la carrière dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

**Constats :**

L'exploitant fournit le rapport de la situation acoustique de mars 2023.

Il est constaté un dépassement de la valeur limite de niveaux sonores sur les points de mesures 1 et 2.

De plus, le point "La Croix Plate" n'a pas l'objet de mesure de la situation acoustique.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 6.2.1. de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2015, à savoir la réalisation des mesures sur les points prévus et le respect des valeurs limites de niveaux sonores.</p> <p>Au vu des non conformités constatées et de l'absence de plan d'actions, il est proposé un arrêté de mise en demeure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>